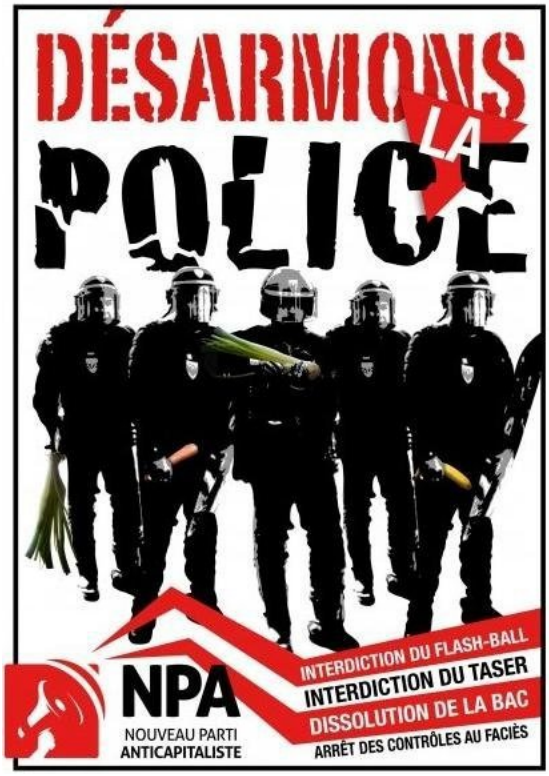
Crime policier à Maurepas, FACE A L'IMPUNITE, RESISTANCE !

Dans la nuit du jeudi 2 au vendredi 3 décembre, Babacar Gueye, Sénégalais de 27 ans, est mort, abattu par le police de 5 balles dans le corps à Maurepas à Rennes. Le NPA s'associe à la douleur de ses proches et dénonce la violence policière.

Justice pour Babacar!

Contrairement à ce qu'ont pu laisser entendre les médias (comme Ouest France qui a reprit sans commentaire ni enquête la version de la police, ce qui entretient un sentiment d'impunité pour la police), Babacar n'avait rien «d'un forcené dangereux». Il a fait une crise d'angoisse qui l'a conduit à s'automutiler et à blesser son ami. Cet ami a appelé les pompiers mais ce sont des policiers qui sont arrivés les premiers sur les lieux, un classique dans des quartiers considérés comme «sensibles»!



Babacar ne relevait pas d'une urgence policière mais d'une urgence médicale. Ainsi, des policiers, surarmés, non ou peu formés aux situations nécessitant des réponses médicales d'ordre psychologique, avec un sentiment de toute puissance renforcé par l'état d'urgence, ont «géré» cette situation en utilisant leurs armes et en visant des organes vitaux. Il est inacceptable que les urgences médicales soient prises en charge par la police dans certains quartiers. Il est inacceptable que des personnes qui relèvent de l'urgence médicale soient abattues sous prétexte que des policiers, armés de matraques, de bombes lacrymogènes n'arrivent pas à le maîtriser.

Impunité policière !

La mort de Babacar n'est pas un fait isolé. En France, et surtout dans les quartiers populaires, la police tue sans jamais être inquiétée! Et ce sont toujours les mêmes qui meurent lors de ces crimes policiers dont on ne peut masquer le caractère raciste tant les réactions des policiers sont différentes lorsqu'ils s'attaquent aux personnes racisées! Depuis 10 ans, c'est en moyenne plus d'une personne par mois qui est tuée par la police. Le contexte de l'état d'urgence vient renforcer les politiques des gouvernements successifs, stigmatisant les immigrés, et laissant pour compte les quartiers populaires et les problématiques de leurs habitants-e-s, ce qui entraînent une surenchère dans la répression policière.

Depuis le début de l'état d'urgence, il ne se passe pas un jour sans que soient rapportés de nouveaux cas de violences policières! Le gouvernement va même jusqu'à permettre aux policiers nationaux de porter leurs armes hors service et souhaite armer toutes les polices municipales. Le cadre de l'état d'urgence offre tout pouvoir aux forces de l'ordre, les «bavures» qui n'en sont pas, continueront à se développer!

Résistance!

Leur solution, c'est du fric pour l'armée et la police (alors que la France est l'un des pays d'Europe où il y en a le plus: 1 policier pour 251 habitants, contre 1 pour 380 au Royaume-Uni). Or, ce qu'il faut, c'est plus de moyens pour et dans les quartiers populaires, ce sont des revenus décents pour toutes et tous, c'est que nous prenions nous-même les décisions qui nous concernent.

Le NPA Rennes dénonce avec la plus grande fermeté ce nouveau crime policier et appelle à prendre part aux mobilisations qui seront organisées par la famille et les soutiens de Babacar dont la marche d'hommage de samedi 12 décembre 2015, à 12h, au départ du centre commercial du Gast, à Maurepas. Pour mettre fin à l'impunité et pour que plus une personne ne meure sous les balles de la police, il est urgent de dissoudre la BAC, d'arrêter les contrôles au faciès, de désarmer la police...

Pour prendre contact avec le NPA de Rennes ou recevoir ses informations, envoyer un email à npa.rennes@anticapitaliste-35.org ou rendez vous sur notre site **www.anticapitaliste-35.org/**